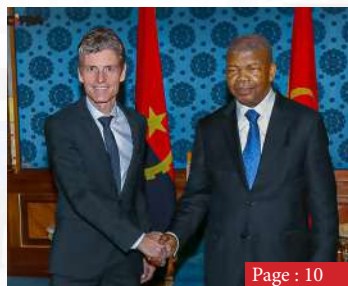




Page : 28

Le Sommet de l'Alliance des Civilisations a donné lieu à des appels à la paix et au multilatéralisme à Luanda

Les Chefs d'État et de Gouvernement soulignent le rôle de l'Angola dans la médiation des conflits et défendent le respect du Droit International



Page : 10

L'Ambassadeur Belge clôt sa mission sur un bilan positif de la coopération

Le Président de la République, João Lourenço, a reçu, au mois d'août, lors d'une audience d'adieu, l'Ambassadeur de Belgique accrédité en Angola, Stéphane Doppagne, qui a achevé sa mission diplomatique de trois ans dans le pays.



FILDA 2026 S'AFFIRME COMME LE BAROMÈTRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE ANGOLAISE

Cette édition, la plus importante jamais organisée, a réuni 2 348 exposants venus de 22 pays et reflète le rôle croissant du secteur privé dans la stratégie d'industrialisation et d'attraction d'investissements



FILDA

Soma Ceetseemia Gapiiclaal

ZEE

20NA ECONÓMICA ESPECIAL



vedanta

transforming elements





FILDA 2026 S’AFFIRME COMME LE BAROMÈTRE DE LA DIVERSIFICATION DE L’ÉCONOMIE ANGOLAISE

Cette édition, la plus importante jamais organisée, a réuni 2 348 exposants venus de 22 pays et reflète le rôle croissant du secteur privé dans la stratégie d’industrialisation et d’attraction d’investissements

La 41^e édition du Salon International de Luanda (FILDA) a confirmé l’importance croissante de cet événement dans le paysage économique national, en enregistrant la plus forte participation depuis sa création. Organisée dans la Zone Économique Spéciale de Luanda-Bengo, à Icolo et Bengo, l’édition 2026 a réuni 2 348 exposants venus de 22 pays, des chiffres qui traduisent l’expansion de l’activité entrepreneuriale et le renforcement de la confiance des investisseurs dans le marché angolais.

Sous la devise « Produire et Innover Localement, Réussir Mondialement », la FILDA s’est à nouveau imposée comme la principale plateforme de promotion de l’investissement privé, de la production nationale et de l’internationalisation des entreprises angolaises, à un moment où le gouvernement cherche à accélérer la diversification économique et à réduire la dépendance vis-à-vis des recettes pétrolières.

Lors de l’ouverture officielle, le Ministre d’État Chargé de la Coordination Économique, José de Lima Massano, a réitéré l’engagement du gouvernement en faveur de la stabilité macroéconomique, de la poursuite des réformes structurelles et de l’amélioration de l’environnement des affaires, identifiant le secteur privé comme le principal moteur de la croissance économique et de la création d’emplois.

Selon le responsable gouvernemental, la stratégie économique nationale repose sur une transformation structurelle de la base productive, axée sur l’intégration des connaissances, la création de valeur ajoutée, le renforcement des chaînes de production nationales, la promotion de l’innovation et l’amélioration de la compétitivité des entreprises nationales. L’objectif consiste également à relever les niveaux de productivité, à améliorer la qualité des biens et des services et à créer les conditions nécessaires à la conquête de nouveaux marchés extérieurs.

Ce message s'inscrit dans le cadre de la politique d'industrialisation en cours, soutenue par le développement de l'agriculture, de l'industrie manufacturière, de l'énergie, des transports, des télécommunications et du tourisme, secteurs considérés comme stratégiques pour réduire la dépendance vis-à-vis des importations et stimuler les exportations non pétrolières.

José de Lima Massano a également souligné la contribution croissante du secteur privé à l'économie nationale, rappelant qu'environ 95 % des quelque 77 000 emplois créés en Angola au cours des trois dernières années provenaient de l'initiative entrepreneuriale privée, un indicateur qui renforce la nécessité d'approfondir les politiques de soutien à l'investissement et à l'entrepreneuriat.

Les indicateurs présentés par l'organisation mettent également en évidence la transformation du tissu entrepreneurial angolais. L'industrie représentait 34 % des exposants présents, suivie par l'agroalimentaire, l'agriculture et la pêche (13 %), le commerce et la distribution (12 %) et les services (11 %), ce qui témoigne d'une présence de plus en plus marquée des secteurs liés à la production et à la transformation des biens.

Pour Bruno Albernaz, Président du Conseil d'Administration du groupe Arena, organisateur du salon, l'ampleur atteinte par l'édition de cette année reflète le dynamisme du secteur entrepreneurial et la consolidation de la FILDA en tant que plateforme privilégiée pour attirer les investissements, établir des partenariats et promouvoir la production nationale.

Pendant six jours, le salon a

accueilli des conférences, des forums économiques, des présentations de projets et des rencontres d'affaires, offrant ainsi un espace de rapprochement entre les entreprises, les investisseurs et les institutions publiques. La forte présence d'entrepreneurs étrangers a également confirmé l'intérêt croissant des marchés internationaux pour les opportunités d'investissement en Angola.

Les résultats finaux se sont traduits par une croissance de 7,5 % du chiffre d'affaires par rapport à l'édition précédente. Le salon s'est clôturé par le Gala des « Leões de Ouro », qui a récompensé les exposants les plus remarquables

dans 26 catégories.

Au-delà d'un record de participation, le salon FILDA 2026 a constitué un indicateur de l'évolution de l'économie angolaise. L'augmentation du nombre d'entreprises présentes, la plus grande diversité sectorielle et le renforcement de la participation internationale démontrent que la stratégie de diversification économique commence à produire des résultats plus visibles, même si elle reste tributaire de la consolidation des réformes, l'amélioration du climat des affaires et l'augmentation de la capacité de production nationale.





L'AIPEX ET BUSINESS ANGOLA STIMULENT LES EXPORTATIONS ET L'INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR AGRO-INDUSTRIEL

Une stratégie intégrée avec l'Union Européenne renforce la coopération économique et propose des mesures incitatives pour attirer les investissements privés. L'Agence pour la Promotion des Exportations et des Inves-

tissements de l'Angola (AIPEX) présente une stratégie combinée d'exportation et d'investissement dans le secteur agro-industriel, une initiative s'inscrivant dans le cadre du programme « Dialogues Union Européenne-Angola »,

destinée à renforcer la coopération économique, à dynamiser l'investissement privé et à promouvoir la diversification des exportations nationales.

Coopération avec l'Union Européenne

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie visant à renforcer les relations entre l'Angola et l'Union Européenne, en cherchant à créer une base solide pour le développement d'actions conjointes entre les institutions publiques, les entreprises et les partenaires internationaux.

Le programme vise à rapprocher les écosystèmes entrepreneuriaux et institutionnels, à stimuler l'in-

vestissement et le commerce, à promouvoir le transfert de savoir-faire et à encourager le développement durable du secteur agro-industriel, considéré comme l'un des piliers de la diversification de l'économie angolaise.

L'AIPEX s'engage à promouvoir les exportations angolaises, à attirer les investissements étrangers et à soutenir l'internationalisation des entreprises nationales, con-

tribuant ainsi à une croissance économique durable.

L'agence met en avant les conditions mises en place pour faciliter l'investissement en Angola, sur la base d'un cadre juridique et institutionnel offrant des garanties aux investisseurs et des mécanismes favorisant la rentabilité des projets.



Les régimes d'investissement favorisent les projets d'infrastructure

Conformément à la législation en vigueur, la société chargée de la mise en œuvre du projet d'investissement privé doit être préalablement constituée avant le dépôt de la demande d'enregist-

rement auprès de l'AIPEX.

Les projets ayant un impact structurel sur le développement économique du pays peuvent bénéficier du régime contractuel, un instrument qui permet

la négociation d'incitations et d'avantages entre l'investisseur et l'État angolais, en privilégiant les initiatives qui renforcent la production nationale et favorisent la diversification des exportations.

Incitations fiscales pouvant aller jusqu'à 15 ans

Parmi les principaux avantages prévus, on peut citer la réduction des taux de l'impôt industriel, tant dans sa forme définitive que provisoire, de l'impôt foncier urbain, de l'impôt sur l'application des capitaux et du droit de timbre, pour une période pouvant aller jusqu'à 15 ans.

Le régime prévoit également un crédit d'impôt pouvant atteindre 50 % de la valeur de l'investissement pendant une période maximale de dix ans, ainsi que l'augmentation des taux d'amortissement et de réintégration jusqu'à 80 % pour les projets situés dans les zones de développement B, C et D.

Les investisseurs peuvent également considérer comme coût jusqu'à 80 % des dépenses engagées pour la construction d'infrastructures indispensables à la réalisation du projet, lorsque celles-ci, de par leur nature, doivent être prises en charge par l'État.

Facilités douanières et soutien à l'investisseur

Sur le plan douanier, les projets peuvent bénéficier d'une exonération des droits de douane à l'importation des biens et équipements nécessaires à leur mise en œuvre, seule l'obligation de paiement de la TVA étant maintenue. Les projets relevant du régime spécial bénéficient également

d'une exonération des taxes et redevances relatives aux services fournis par des organismes publics non commerciaux, y compris les services douaniers.

L'AIPEX propose en outre un accompagnement technique par le biais du « Guichet Unique de l'Investisseur », en fournissant

des conseils à toutes les étapes du processus d'investissement, depuis l'enregistrement du projet jusqu'à sa mise en œuvre, dans le but de simplifier les procédures et de renforcer l'attractivité de l'Angola en tant que destination d'investissement.



L'ANGOLA ET L'UNION EUROPÉENNE RÉAFFIRMENT LEUR ENGAGEMENT EN FAVEUR DU RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION

L'Ambassadrice de l'Union Européenne en Angola, Rosário Pais, clôt sa mission diplomatique sur un bilan positif des relations entre l'Angola et l'UE

Le Président de la République, João Lourenço, a reçu ce mois d'août, en audience au palais présidentiel, l'Ambassadrice de l'Union Européenne en Angola, Rosário Pais, qui fait ses adieux au pays après trois ans de Mission Diplomatique.

Cette rencontre a permis de dresser le bilan de la coopération entre l'Angola et l'Union Européenne (UE), les deux par-

faite des progrès accomplis au cours de sa mission, soulignant l'approfondissement du dialogue politique, l'augmentation des investissements européens en Angola et le soutien de l'Union Européenne à des projets d'infrastructure, notamment le corridor de Lobito.

Selon un communiqué du Ministère des Affaires Étrangères, les perspectives de renforcement

stratégiques pour la diversification de l'économie angolaise.

Le Président de la République a salué la contribution de la diplomate à la consolidation d'un dialogue politique ouvert et constructif entre l'Angola et l'Union Européenne, ainsi qu'à la dynamisation d'initiatives de coopération et d'investissement d'intérêt mutuel.

Le Chef de l'État a également souligné le travail accompli par Rosário Pais au cours d'une période marquée par le renforcement du partenariat entre l'Angola et l'Union Européenne, dans le cadre de la stratégie européenne « Global Gateway », par le développement du Corridor de Lobito et par la tenue, à Luanda, du VII^e Sommet Union Africaine-Union Européenne.

De son côté, l'Ambassadrice a remercié les autorités angolaises pour leur coopération et a réaffirmé l'importance stratégique que l'Union Européenne accorde à ses relations avec l'Angola, se déclarant confiante dans la poursuite et l'approfondissement de ce



Le Président de la République, João Lourenço - Ambassadrice de l'Union Européenne en Angola, Rosário Pais

ties ayant souligné le renforcement des relations politiques, économiques et stratégiques, ainsi que la nécessité de continuer à approfondir le partenariat bilatéral.

À l'issue de l'audience, Rosário Pais s'est déclarée satis-

de la coopération ont également été examinées au cours de la rencontre, notamment par la promotion d'un environnement plus favorable à l'investissement privé européen, la création de chaînes de valeur et le développement de partenariats dans des secteurs productifs considérés comme

partenariat.

La coopération prend une dimension stratégique

Les relations entre l'Angola et l'Union Européenne couvrent actuellement des domaines tels que l'investissement, le commerce, le développement durable, les infrastructures, l'énergie, la paix et la sécurité, et revêtent une importance croissante dans le cadre des relations entre l'Afrique et l'Europe.

En février de cette année, les deux parties ont tenu à Bruxelles la VIIe réunion ministérielle du « Joint Way Forward » (Parcours Commun Angola-Union Européenne), mécanisme qui encadre le dialogue politique et la coopération bilatérale. À cette occasion, l'engagement à approfondir le partenariat politique et économique a été réaffirmé.

Démocratique du Congo et de la Zambie. En février, Luanda a accueilli la réunion inaugurale de coordination de cette initiative, à laquelle a participé l'Union Européenne.

L'UE considère l'Angola comme un partenaire stratégique en Afrique, une position renforcée par la tenue, en novembre 2025, du VIIe Sommet Union Africaine-Union Européenne, accueilli par la capitale angolaise.

Des relations de près de quatre décennies

La coopération entre l'Angola et l'Union Européenne remonte aux années 1980, alors encore dans le cadre de la Communauté Économique Européenne (CEE). En 1986, l'Angola a intégré le cadre de coopération entre la CEE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), par le biais de

tions.

Avec la signature de l'Accord de Cotonou, en 2000, ce partenariat a pris une dimension plus large, s'étendant désormais à des domaines tels que la gouvernance, les droits de l'homme, l'État de droit, la démocratie, le commerce et le développement durable.

L'un des moments les plus marquants de l'évolution des relations bilatérales a été la signature, à Bruxelles, de la « Feuille de Route Commune Angola-Union Européenne », un instrument qui a institutionnalisé un dialogue politique régulier sur des questions nationales, régionales et internationales, notamment la paix et la sécurité, le changement climatique, l'énergie, la science, la technologie, l'investissement et le développement économique.

Dans le cadre financier actuel de la coopération pour la période 2021-2027, le partenariat privilégie le renforcement des capacités institutionnelles de l'État, la création d'emplois, la diversification de l'économie et la promotion du développement durable.

La coopération a pris un nouvel élan grâce à la stratégie européenne « Global Gateway », qui prévoit des investissements dans les infrastructures, l'énergie, les transports et la connectivité numérique. Dans ce contexte, le Corridor de Lobito s'est imposé comme l'un des principaux projets communs entre l'Angola et l'Union Européenne.

Un autre événement marquant récent de ce partenariat a été l'entrée en vigueur, le 1er septembre 2024, de l'accord visant à faciliter l'investissement durable entre l'Angola et l'Union Européenne, le premier accord de ce type conclu par l'Union Européenne avec un pays partenaire.



Ambassadrice de l'Union Européenne en Angola, Rosário Pais

Parmi les principaux axes de coopération, il convient de souligner le Corridor de Lobito, considéré comme un projet stratégique pour l'intégration régionale et l'acheminement des ressources minérales provenant de l'Angola, de la République

la IIIe Convention de Lomé.

L'année suivante, les premiers accords de coopération spécifiques ont été conclus, axés dans un premier temps sur l'aide au développement, l'aide humanitaire, la reconstruction nationale et le renforcement des institu-

L'AMBASSADEUR BELGE CLÔT SA MISSION SUR UN BILAN POSITIF DE LA COOPÉRATION

L'agro-industrie, la santé et le déminage figurent parmi les priorités de la coopération Angola-Belgique

Le Président de la République, João Lourenço, a reçu, au mois d'août, lors d'une audience d'adieu, l'Ambassadeur de Belgique accrédité en Angola, Stéphane Doppagne, qui a achevé sa mission diplomatique de trois ans dans le pays.

À l'issue de l'audience, le diplomate a déclaré que la Belgique entendait renforcer sa coopération avec l'Angola dans des secteurs stratégiques, notamment l'agro-industrie, la santé, le déminage, les transports et l'industrie diamantaire.

Selon Stéphane Doppagne, cette rencontre a permis de dresser un bilan des relations bilatérales, en mettant l'accent sur les domaines politique, économique et de la coopération, ainsi que d'aborder des questions d'intérêt régional et international.

L'Ambassadeur a estimé que l'Angola et la Belgique entretenaient un partenariat solide, soulignant la coopération déjà existante dans les secteurs ferroviaire, maritime et diamantaire. Il a ajouté que, durant son mandat, il s'était efforcé d'étendre cette collaboration à de nouveaux domaines, notamment à l'agro-industrie, afin de soutenir les efforts de diversification de l'économie angolaise.

Sur le plan économique, il a révélé qu'environ 90 % des exportations angolaises vers la Bel-

gique concernent les diamants. Il a également indiqué que l'Angola exporte chaque année vers ce pays environ 600 millions d'euros, tandis que les importations s'élèvent à environ 300 millions d'euros, ce qui rend la balance commerciale « très favorable à l'Angola ».

Sur le plan politique, Stéphane Doppagne a souligné le dialogue régulier entre les gouvernements des deux pays et le soutien apporté par la Belgique aux efforts de la diplomatie angolaise en faveur de la paix et de la stabilité dans l'est de la République Démocratique du Congo (RDC), ainsi qu'à d'autres initiatives visant à renforcer la paix sur le continent africain.

Le déminage a également été cité comme l'un des domaines de

coopération bilatérale. Le diplomate a rappelé que la Belgique dispose d'une expérience dans ce domaine, en raison de la présence de mines résultant des conflits qui ont marqué son territoire.

Dans le domaine de la santé, il a souligné le lancement de contacts en vue de la mise en place d'un partenariat destiné à soutenir l'Angola dans la lutte contre la maladie du sommeil.

L'Angola et la Belgique entretiennent des relations de coopération dans les domaines politique, économique et commercial, couvrant des secteurs tels que les transports, les diamants, l'aviation, l'environnement, les ressources en eau et le déminage.



Le Président de la République, João Lourenço-Ambassadeur de Belgique accrédité en Angola, Stéphane Doppagne

L'ANGOLA VA RÉALISER UNE CARTOGRAPHIE DU CORRIDOR DE LOBITO AFIN D'IDENTIFIER LES ZONES DE PRODUCTION AGRICOLE

Le gouvernement lance l'initiative « Agro-corridors » afin de coordonner les investissements et de stimuler le développement économique le long du principal axe ferroviaire du pays

Le gouvernement angolais va réaliser une cartographie haute résolution le long du corridor de Lobito, l'un des axes logistiques et ferroviaires les plus importants d'Afrique Australe, dans le but d'identifier les zones de production, les ressources naturelles et les opportunités d'investissement. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme « Agrocorredores » lancé dans la province de Benguela par le Ministère de l'Agriculture et des Forêts.

L'annonce a été faite par le Ministre de l'Agriculture et des Forêts, Isaac dos Anjos, lors de la présentation de l'initiative, qui vise à transformer le potentiel agricole des provinces traversées par le Corridor de Lobito en richesse, en emplois et en développement durable.

Selon le responsable, le choix du Corridor de Lobito pour lancer le programme s'explique par son importance économique et logistique. Cette infrastructure relie le port de Lobito, sur la côte atlantique angolaise, aux provinces de

Huambo, Bié et Moxico, et s'étend jusqu'en République Démocratique du Congo ; son extension jusqu'en Zambie est prévue.

« Nous avons décidé d'entamer ce parcours par le Corridor de Lobito. Ce choix n'est pas le fruit du hasard », a déclaré Isaac dos Anjos, soulignant que ce corridor représente l'une des infrastructures économiques les plus importantes d'Afrique Australe et offre des conditions uniques pour stimuler la production agricole et le développement régional.



Le Corridor de Lobito choisi pour son importance stratégique

La cartographie couvrira une bande d'environ 100 kilomètres de part et d'autre de la ligne ferroviaire, sur une longueur totale d'environ 1 500 kilomètres.

Selon le Ministre, cette étude permettra d'identifier les zones de production agricole, les ressources naturelles, les systèmes d'irrigation, les infrastruc-

tures existantes, les pôles agro-industriels, les opportunités d'investissement et les zones prioritaires pour de futures interventions.

« Nous souhaitons que les décisions futures soient prises sur la base d'informations solides, de données concrètes et d'une planification stratégique », a-t-il souligné.



LE GOUVERNEMENT ANGOLAIS MISE

sur la diversification de l'économie afin de s'affranchir de la dépendance au pétrole ; il mise notamment sur la promotion de l'agriculture familiale, qui pourrait contribuer à la création d'emplois et, surtout, à la réduction de la pauvreté

Agro-corridors : une plateforme pour coordonner les investissements publics et privés

Le Ministre de l'Agriculture et des Forêts, Isaac dos Anjos, a expliqué que le programme « Agro-corridors » constitue une plateforme de coordination destinée à rassembler les investissements publics et privés, les programmes gouvernementaux, les partenaires de développement et les institutions financières.

Cette initiative couvrira les principaux territoires de production et les chaînes de valeur prioritaires, en veillant à ce que les investissements dans les routes, les chemins de fer, l'irrigation, l'énergie, l'assistance technique, la mécanisation agricole, l'agro-industrie, le stockage et le financement

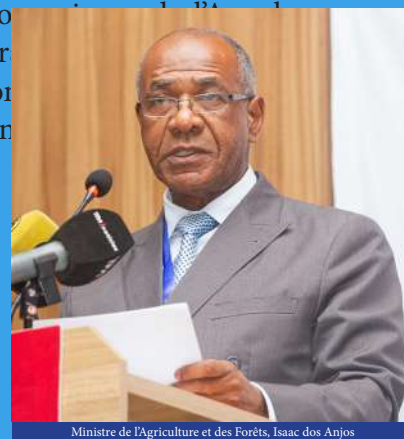
s'inscrivent dans une approche intégrée.

Selon le Ministre, cette coordination permettra de maximiser l'impact économique et social des investissements, en évitant la duplication des initiatives et en favorisant une utilisation plus efficace des ressources disponibles.

Afin de garantir la mise en œuvre de cette stratégie, le gouvernement a créé l'Unité d'Intégration des Politiques Publiques et de Coordination de la Transformation des Systèmes Agricoles et Agroalimentaires.

Cet organisme sera chargé du suivi et de la coordination des

principaux projets agricoles financés par des partenaires multilatéraux le long des corridors économiques. Le programme vise à promouvoir l'agriculture familiale, qui pourrait contribuer à la création d'emplois et, surtout, à la réduction de la pauvreté.



Ministre de l'Agriculture et des Forêts, Isaac dos Anjos

Les partenaires internationaux soutiennent la transformation du secteur

Le développement d'Agrocorredores bénéficiera du soutien de plusieurs institutions internationales, parmi lesquelles la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale, le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), l'Union Européenne, l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Bureau

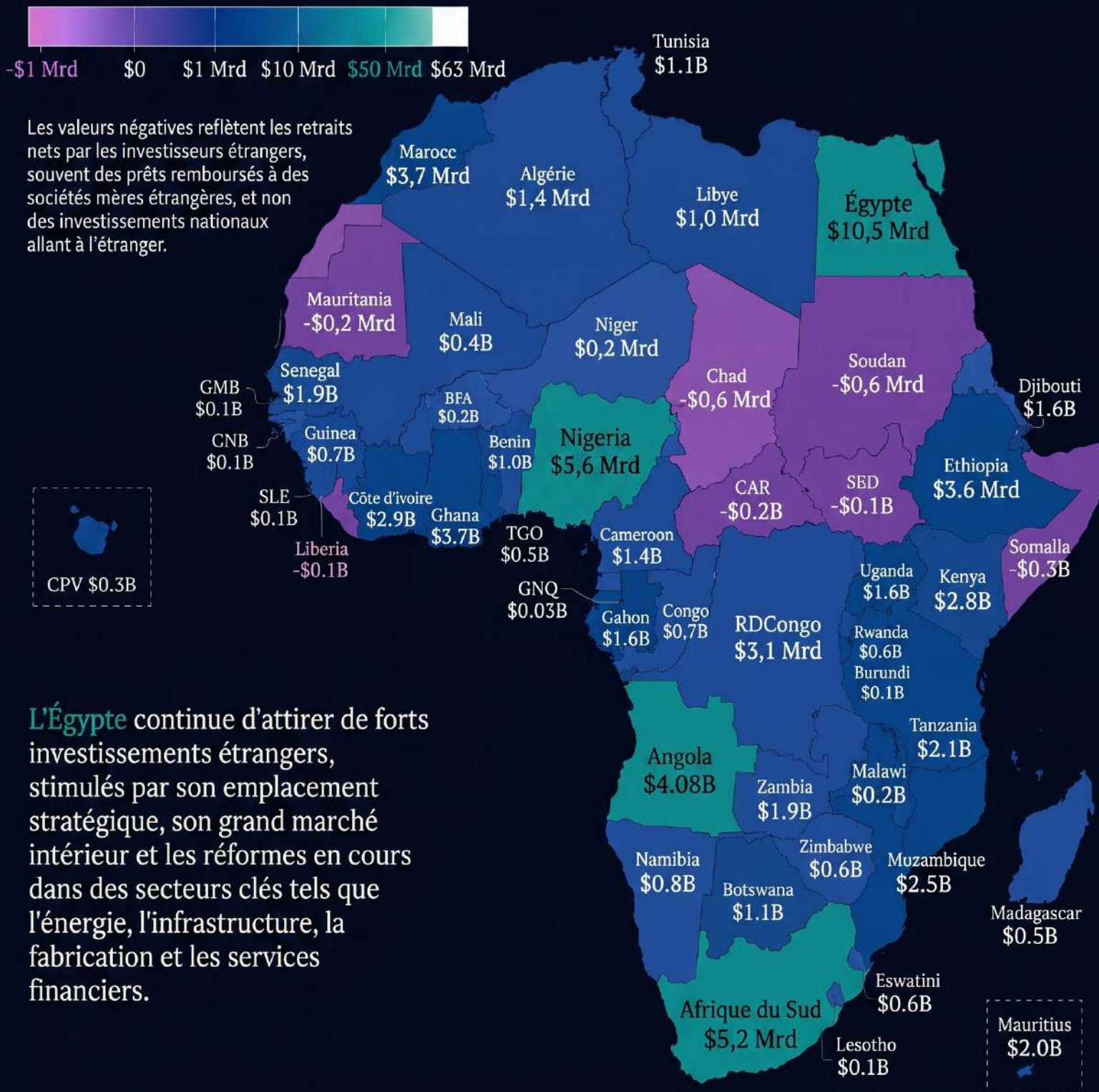
des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets (UNOPS).

Selon le ministre, l'implication de ces partenaires permettra de mobiliser de nouveaux investissements et d'accélérer la modernisation du secteur agricole angolais. La province de Bié sera la première à accueillir un projet pilote d'Agrocorredores, qui servira de laboratoire pour la mise en œuvre de l'initiative.

Le projet prévoit la mise en place de systèmes d'irrigation adaptés aux conditions locales, de solutions d'énergie solaire pour réduire les coûts de production et d'autres technologies visant à accroître la productivité agricole ; il pourrait ainsi servir de modèle pour de futures interventions le long des autres corridors économiques du pays.

Cartographie : Où l'Investissement Étranger Afflue en Afrique.

FLUX D'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER EN 2025 (USD)



L'Égypte continue d'attirer de forts investissements étrangers, stimulés par son emplacement stratégique, son grand marché intérieur et les réformes en cours dans des secteurs clés tels que l'énergie, l'infrastructure, la fabrication et les services financiers.

Note : Les chiffres peuvent ne pas s'additionner au total en raison des arrondis.

Sources : CNUCED – Rapport sur l'investissement mondial 2025 (Annexe Tableau 1.2) et UNCTADSTAT, mai 2026.

A54N

L'ANGOLA FIGURE PARMI LES PRINCIPALES DESTINATIONS DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER EN AFRIQUE

Le Rapport mondial sur l'investissement 2025 de la CNUCED met en avant le pays, qui a attiré près de 4 milliards de dollars de flux d'IDE

L'Angola figure parmi les principales destinations des investissements directs étrangers (IDE) en Afrique, selon le Rapport mondial sur l'investissement 2025, publié par la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). Ce document révèle que le pays a attiré environ 4,0 milliards de dollars améric-

ains de flux d'investissements directs étrangers, consolidant ainsi sa position parmi les économies africaines les plus attractives pour les capitaux internationaux.

Dans un contexte mondial marqué par une forte concurrence pour attirer les investissements, les performances de l'Angola constituent un signe de confiance de la part des investisseurs internationaux dans les ré-

formes économiques en cours et dans le potentiel de croissance du marché national.

Les résultats présentés par la CNUCED renforcent également la position de l'Angola comme l'une des destinations d'investissement les plus importantes du continent africain, reflétant l'intérêt croissant pour les secteurs stratégiques de l'économie.

L'investissement stimule le développement économique

L'augmentation des flux d'investissements directs étrangers constitue un facteur déterminant pour le développement économique du pays, contribuant à la mise en œuvre de nouveaux projets, au renforcement de la

production nationale, à la création d'emplois et à la diversification de l'économie.

Les résultats obtenus en 2025 témoignent de la capacité croissante de l'Angola à attirer des cap-

itaux internationaux et renforcent les perspectives de croissance durable, soutenues par la promotion de l'investissement privé et l'amélioration de l'environnement des affaires.



LE GOUVERNEMENT RENFORCE LES INVESTISSEMENTS POUR ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE

Les programmes publics, les financements internationaux et la participation du secteur privé soutiennent la stratégie de diversification de l'économie.

Au cours des cinq dernières années, le gouvernement angolais n'a cessé de renforcer ses investissements dans le développement du secteur agricole, plaçant l'agroalimentaire parmi les principales priorités de la stratégie nationale de diversification de l'économie et de réduction de la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires.

Cette stratégie repose sur la mise en œuvre de programmes de soutien à la production nationale, axés sur l'augmentation de la productivité, le renforcement de l'agriculture familiale et d'entreprise, ainsi que sur la création

de conditions propices au développement durable des chaînes de valeur agroalimentaires.

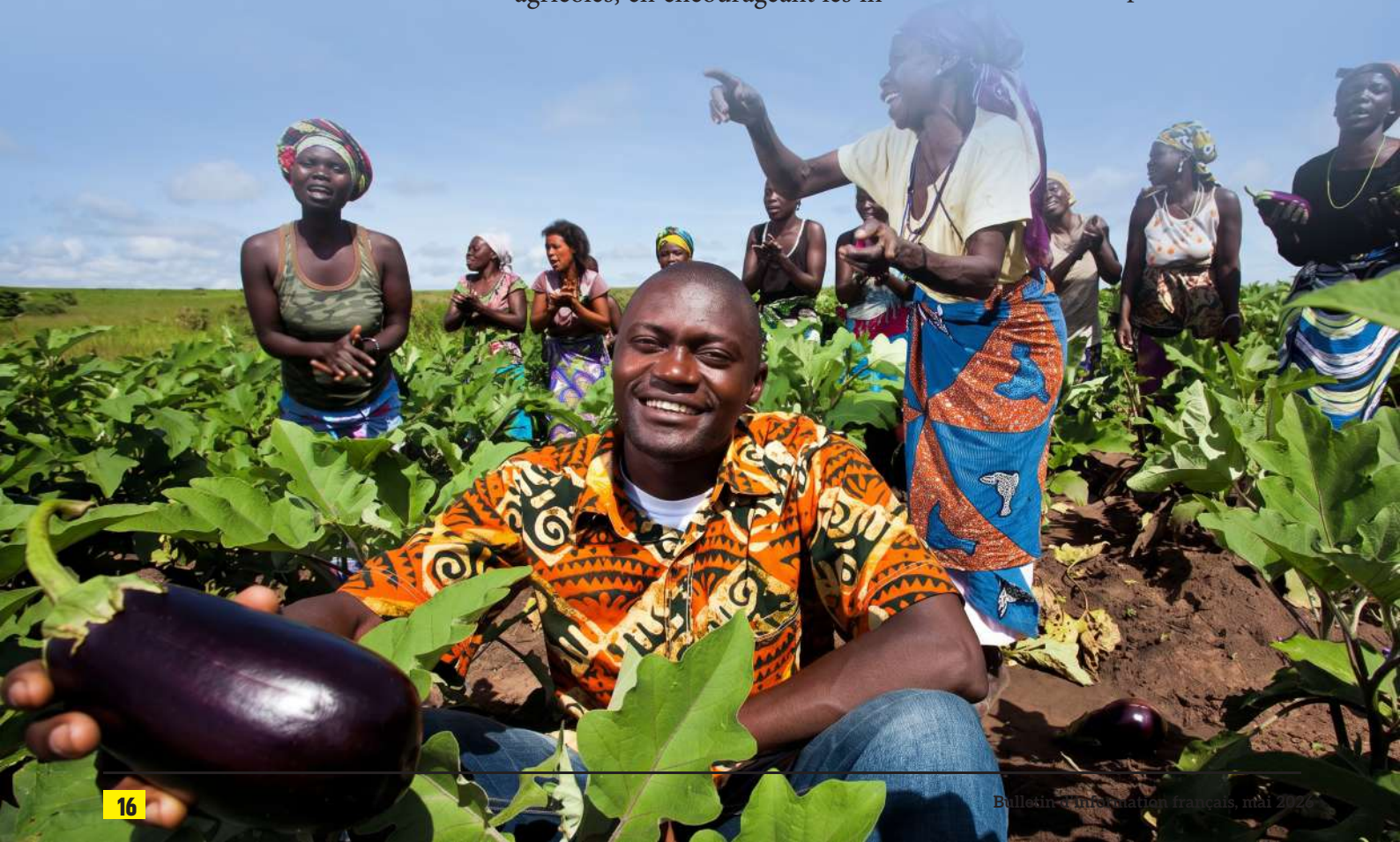
Parmi les principales initiatives en cours, il convient de mentionner le Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale en Angola (PDAC), financé par le gouvernement angolais, le Groupe de la Banque Mondiale et l'Agence Française de Développement.

Ce programme a pour objectif principal de faciliter l'accès au crédit pour les producteurs et les petites et moyennes entreprises agricoles, en encourageant les in-

vestissements visant à accroître la production, à moderniser les exploitations agricoles et à renforcer la compétitivité du secteur.

Pour atteindre ces objectifs, le PDAC propose une assistance technique, des mécanismes de partage des risques, des subventions à l'investissement et des garanties de crédit partielles, incitant ainsi les institutions financières à développer le financement de l'agroalimentaire.

Grâce à ces mesures, le gouvernement entend créer un environnement plus propice à l'investissement privé, stimuler la croissance de la production na-



tionale et consolider le rôle de l'agriculture en tant que l'un des principaux moteurs de la diversification économique et de la sécurité alimentaire.

Des défis continuent d'entraver l'autosuffisance alimentaire

Malgré les progrès enregistrés et l'augmentation des investissements publics et privés, l'agriculture angolaise continue de faire face à des défis structurels qui freinent la croissance durable du

La formation de techniciens spécialisés et le renforcement des compétences des agriculteurs figurent toujours parmi les priorités du gouvernement, qui s'est attaché à renforcer les programmes de vulgarisation agricole, d'assistance technique et de formation professionnelle afin de moderniser les pratiques agricoles et d'accroître la productivité.

Engrais, climat et infrastructures : parmi les principaux défis

tientiel productif des exploitations agricoles.

Le changement climatique représente un autre défi majeur. La fréquence des sécheresses prolongées, des précipitations irrégulières et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes a affecté la production agricole dans plusieurs provinces, compromettant les récoltes et accroissant la vulnérabilité des communautés rurales.

À ces facteurs s'ajoutent les insuffisances des infrastructures rurales, notamment en matière

de voies d'accès, de systèmes de stockage, de conservation et de commercialisation de la production, ainsi que l'impact de l'inflation sur les coûts de production et les prix des denrées alimentaires.

Les experts estiment que le dépassement de ces contraintes dépendra d'un effort concerté entre l'État, le secteur privé, les partenaires internationaux de développement et les organisa-

tions de producteurs, grâce au renforcement des investissements dans l'irrigation, la mécanisation, l'innovation technologique, les infrastructures, le financement et la formation des ressources humaines.



secteur et entravent la réalisation de l'autosuffisance alimentaire.

Parmi les principaux obstacles identifiés par le Ministère de l'Agriculture et des Forêts figurent la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, les contraintes logistiques et les difficultés d'accès aux marchés, autant de facteurs qui continuent de peser sur la compétitivité des producteurs nationaux.

L'accès aux facteurs de production constitue également l'une des principales préoccupations du secteur, notamment en ce qui concerne les engrais.

On estime que l'Angola a besoin d'au moins 60 000 tonnes d'engrais par an. Cependant, les coûts élevés continuent de limiter leur utilisation, surtout chez les petits producteurs, ce qui réduit le po-

Les entreprises nationales stimulent la modernisation de l'agriculture

Le développement de l'agriculture commerciale en Angola a également été stimulé par la participation croissante d'entreprises nationales qui misent sur l'intégration des chaînes de valeur, de la production à la transformation, en passant par le stockage et la distribution.

Parmi les principaux acteurs, on peut citer Carrinho Indústria, une entreprise angolaise qui a adopté un modèle d'intégration verticale, couvrant l'approvisionnement en matières premières, le transport, le stockage, la transformation industrielle et la distribution de produits alimentaires.

L'entreprise dispose d'une capacité de stockage d'environ 100

000 tonnes de céréales et de 55 000 mètres cubes d'huile végétale brute, et possède également un complexe industriel dédié à la transformation du riz, du blé et du maïs. Parallèlement, elle apporte une assistance technique aux producteurs et fournit des intrants agricoles, contribuant ainsi à l'augmentation de la production nationale et au renforcement des chaînes d'approvisionnement.

Nova Agrolíder est une autre référence dans le secteur agroalimentaire ; elle a consolidé sa présence dans ce secteur grâce à un modèle de production intégré, en soutenant le développement de l'agriculture commerciale et la valorisation de la production nationale.

Promotion de l'expansion de la production agricole

Dans le domaine de la promotion des grands projets agricoles, il convient également de mention-

ner Gesterra, Gestão de Terras Aráveis, une entreprise publique créée en 2006 avec pour mission d'identifier, de développer et de gérer des zones destinées à la production agricole à grande échelle.

L'activité de l'entreprise se concentre principalement sur les cultures de maïs, de soja, de riz et de haricots ; elle est également chargée d'identifier les réserves stratégiques de l'État destinées à l'activité agricole, contribuant ainsi à l'aménagement et à l'exploitation durable des terres arables.

Par ailleurs, le secteur se prépare à renforcer la capacité nationale de production d'engrais, une initiative considérée comme stratégique pour réduire la dépendance vis-à-vis des importations, diminuer les coûts de production et accroître la productivité agricole, consolidant ainsi les bases d'une agriculture plus compétitive et durable.





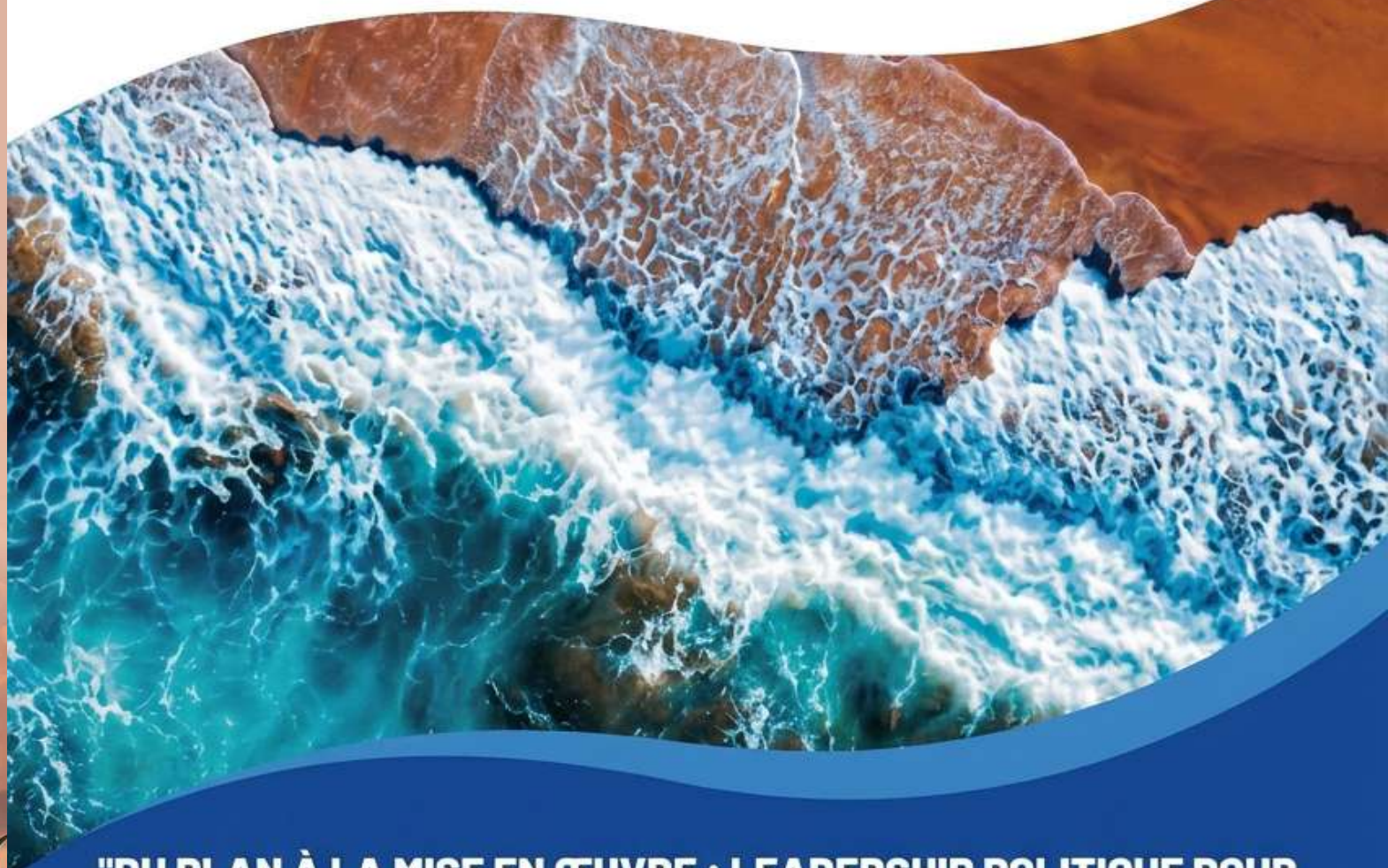
ABEW | 2026

SEMAINE DE L'ÉCONOMIE BLEUE
EN AFRIQUE

L'AVENIR DE L'AFRIQUE NAÎT DANS L'Océan!

 **22-25 | JUILLET**

Hôtel Intercontinental | Luanda (Angola)



**"DU PLAN À LA MISE EN ŒUVRE : LEADERSHIP POLITIQUE POUR
LA TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE BLEUE EN AFRIQUE"**

Parce que l'Océan est source de tourisme, énergie, emploi,
Croissance et Développement.



GOUVERNEMENT DE
L'ANGOLA



Conférence sur l'économie bleue

LUANDA ACCUEILLE LA CONFÉRENCE AFRICAINE SUR L'ÉCONOMIE BLEUE ET ADOPTE UNE DÉCLARATION HISTORIQUE

Les États membres de l'Union Africaine s'engagent à accélérer la mise en œuvre de la Stratégie Africaine pour l'Économie Bleue, en renforçant la coopération régionale, le financement durable et la gouvernance des ressources hydriques et maritimes.

Luanda a accueilli la troisième édition de la Semaine Africaine de l'Économie Bleue (Africa Blue Economy Week 2026), l'un des principaux forums continentaux consacrés au développement durable des ressources marines et hydriques. L'événement a réuni environ 450 participants, parmi lesquels des représentants gouvernementaux, des organisations internationales, des institutions financières, des acteurs du secteur privé, des universitaires, de jeunes innovateurs et des organisations de la société civile.

Organisée sous le thème « De la stratégie à l'action : le leadership politique pour la transformation

de l'économie bleue en Afrique », la conférence s'inscrit dans le cadre des engagements pris par l'Angola au titre de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et de la Stratégie Africaine pour l'Économie Bleue 2020-2030, et a pour objectif principal de traduire les orientations stratégiques en actions concrètes capables de stimuler la croissance durable du continent.

Le point culminant de la Conférence a été l'adoption de la Déclaration de Luanda sur l'Économie Bleue Africaine, considérée comme un jalon politique pour accélérer la mise en œuvre de la Stratégie Africaine pour l'Économie Bleue. Ce document réaffirme l'engagement des États membres de l'Union africaine à exploiter de manière durable les océans, les mers, les rivières, les lacs et les autres ressources aquatiques en tant que moteurs de la croissance économique, de la sécurité alimentaire, de la création d'emplois, de la résilience climatique et de l'intégration régionale.

Co-organisée par le gouvernement angolais, la Commission de l'Union Africaine (CUA) et le Programme des Nations Unies pour le développement

Co-organisée par le gouvernement angolais, la Commission de l'Union Africaine (CUA) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Conférence a offert un espace de dialogue sur les politiques publiques, le financement, l'innovation technologique et la coopération régionale, en vue de promouvoir le développement durable des écosystèmes aquatiques africains.

Au cours des sessions techniques, des thèmes tels que l'état de l'économie bleue en Afrique, la coopération régionale pour la transformation économique, les technologies numériques, les systèmes de données, la gouvernance bleue et les accords multilatéraux et environnementaux ont été abordés.

La Vice-Présidente met en avant l'Économie Bleue comme priorité stratégique

Lors de l'ouverture du segment ministériel de haut niveau, la Vice-Présidente de la République, Esperança da Costa, a affirmé que l'Économie Bleue constituait un instrument fondamental pour la diversification économique, l'inclusion sociale, la sécurité alimentaire et la création d'emplois décents.

La Vice-Présidente a souligné que le développement de l'Économie Bleue s'inscrit dans le Plan National de Développement 2023-2027, qui établit comme priorités la diversification de l'économie angolaise, l'augmentation de la production nationale, le

l'énergie, la recherche scientifique et la protection de l'environnement.

La responsable a également souligné que la pêche maritime et continentale, associée à une agriculture durable, peut renforcer la sécurité alimentaire, réduire les importations, accroître la valeur ajoutée de la production nationale et créer des emplois tout au long des chaînes de valeur.

Elle a en outre fait valoir que l'Économie Bleue doit permettre aux pays africains de créer de la richesse locale, en favorisant l'industrialisation, la formalisation des activités économiques et une plus grande participation des femmes et des jeunes dans les secteurs liés à la mer.



Vice-Présidente de la République, Esperança da Costa

renforcement du secteur privé, la valorisation du capital humain et la modernisation des infrastructures.

Esperança da Costa a rappelé que l'Angola possède environ 1 650 kilomètres de côtes atlantiques, ce qui confère au pays une position stratégique et un lien étroit avec la mer, et a plaidé en faveur d'une gestion équilibrée entre l'exploitation économique des ressources et leur conservation.

Selon la Vice-Présidente, le gouvernement a mis en place des instruments tels que la Stratégie Maritime de l'Angola et le Plan d'Aménagement de l'Espace Marin, qui englobent des domaines tels que la pêche, le transport maritime, le tourisme côtier,

La déclaration de Luanda considérée comme un tournant continental

Dans son discours, Esperança da Costa a appelé les États membres de l'Union Africaine à adopter par consensus la Déclaration de Luanda, qu'elle a qualifiée d'instrument politique décisif pour accélérer la mise en œuvre de la Stratégie Africaine pour l'Économie Bleue et consolider les objectifs de l'Agenda 2063.

La Vice-Présidente a également insisté sur la nécessité de protéger les écosystèmes marins, en luttant contre la pollution et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, tout en plaidant pour la mise en place de systèmes de comptabilité des données bleues, outils essentiels pour attirer les investissements et évaluer les impacts des politiques publiques.

L'investissement et l'innovation à l'honneur

Tout au long de la Conférence, les participants ont examiné les mécanismes permettant de mobiliser les investissements publics et privés, de renforcer la coopération régionale, de promouvoir le commerce dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) et d'accélérer la mise en œuvre de la Stratégie Africaine pour l'Économie Bleue.

Parmi les principaux résultats de la rencontre, il convient également de souligner le lancement du Rapport sur l'État de l'Économie Bleue en Afrique 2026, destiné à soutenir l'élaboration des politiques publiques et les décisions d'investissement, ainsi que la valorisation de la participation des jeunes et des femmes à travers le Programme Africain d'Accélération pour l'Économie Bleue, qui distingue des projets innovants dans les domaines de l'aquaculture durable, la restauration du littoral, le recyclage et la réduction de la pollution.

De son côté, le Secrétaire d'État à l'Investissement Public, Ivan dos Santos, a réaffirmé l'engagement du gouvernement angolais à améliorer l'environnement des affaires, en créant des conditions favorables à l'investissement privé et au développement de nouveaux projets économiques.

En co-organisant la troisième Semaine Africaine de l'Économie Bleue, le Programme des Nations Unies pour le Développement a également réaffirmé son engagement à soutenir les pays africains dans la transformation de l'économie bleue en l'un des principaux moteurs de la croissance inclusive, du développement durable et de la résilience climatique sur le continent.



L'ANGOLA PLAIDE EN FAVEUR DU RENFORCEMENT DE L'OEACP ET MISÉ SUR LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE LORS D'UNE RÉUNION MINISTÉRIELLE À BRUXELLES

Le pays appelle au renforcement institutionnel de l'organisation, soutient la candidature de Josefa Sacko à la tête de la FAO et met en avant le Corridor de Lobito comme moteur d'investissement

L'Angola a plaidé en faveur du renforcement institutionnel et financier de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), lors de la 121e session du Conseil des Ministres, qui s'est tenue à Bruxelles, réaffirmant ainsi son engagement en faveur de la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo et de l'Accord de Samoa.

de l'organisation, les réformes institutionnelles, la viabilité financière de l'OEACP et la mise en œuvre de l'Accord de Samoa.

Dans son intervention, la Secrétaire d'État Esmeralda Mendonça a fait appel au renforcement des capacités institutionnelles de l'OEACP, plaidant en faveur d'une organisation plus résiliente, plus efficace et axée sur

ment réaffirmé son attachement au multilatéralisme, à la solidarité entre les États, au respect de la souveraineté nationale et à la nécessité d'une architecture financière internationale plus juste, plus inclusive et plus représentative.

Le Corridor de Lobito parmi les priorités stratégiques



Secrétaire d'État Esmeralda Mendonça

La délégation angolaise était conduite par la Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, l'Ambassadrice Esmeralda Bravo Conde da Silva Mendonça, qui a participé aux débats axés sur la mise en œuvre des priorités stratégiques

les résultats.

L'Angola a exhorté les États membres à respecter leurs obligations financières, estimant que la pérennité de l'organisation dépend de l'engagement de tous ses membres. Le pays a égale-

Parmi les priorités présentées par l'Angola, il convient de souligner le renforcement de la résilience face aux crises climatiques, économiques et sécuritaires, la promotion de l'inclusion des jeunes, des femmes et des petits États insulaires en développement, ainsi que l'accélération des transitions numérique et écologique.

La délégation a également souligné le potentiel stratégique du Corridor de Lobito et de l'initiative Global Gateway, les considérant comme des instruments essentiels pour stimuler l'intégration régionale, dynamiser le commerce, promouvoir l'industrialisation et attirer des investissements durables dans la région.

L'Angola annonce la candidature de Josefa Sacko à la tête de la FAO

En marge de la réunion, l'Angola a annoncé son intention de présenter la candidature de l'Ambassadrice Josefa Sacko au poste de Directrice Générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), pour le mandat 2027-2031.



Ambassadrice Josefa Sacko

Actuellement Ambassadrice de l'Angola en Italie et Représentante Permanente auprès de la FAO, du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et du Programme Alimentaire Mondial (PAM), Josefa Sacko est présentée par le gouvernement angolais comme une candidate dotée d'une vaste expérience dans les domaines de l'agriculture, des politiques publiques et de la diplomatie multilatérale.

Son parcours comprend notamment l'exercice des fonctions de Commissaire de l'Union Africaine Chargée de l'Agriculture, du Développement Rural, de l'Économie Bleue et de l'Environnement Durable entre 2017 et 2025, ainsi que la Direction de l'Organisation Interafricaine du Café.

Selon l'Angola, la FAO a besoin d'un leadership stratégique, in-

clusif et capable de relever les défis mondiaux que sont la sécurité alimentaire, le changement climatique et le développement durable. Cette candidature vise également à renforcer la représentation africaine au sein des organisations internationales et à promouvoir une plus grande participation des femmes aux postes de direction.

La diversification économique reste au cœur de la stratégie nationale angolaise

La participation de l'Angola à la 121e session du Conseil des Ministres de l'OEACP s'inscrit dans la stratégie du gouvernement visant à renforcer la présence du pays au sein des principales instances multilatérales et à consolider les partenariats internationaux con-

tribuant au développement durable.

Parallèlement, le gouvernement poursuit sa politique de diversification de l'économie, en cherchant à réduire la dépendance historique vis-à-vis du pétrole par la promotion de secteurs tels que l'agriculture, l'agro-industrie, les infrastructures, la logistique et l'investissement privé.

Dans ce contexte, des initiatives telles que le Corridor de Lobito, la mise en œuvre de l'Accord de Samoa et le renforcement des relations économiques avec les partenaires internationaux sont considérées comme des instruments essentiels pour attirer les investissements, accroître la production nationale, plus diversifiée, résilient et durable, créer des emplois et consolider un modèle de croissance économique.



Secrétaire d'État Esmeralda Mendonça



Um Apelo à **PAZ**,
ao *FIM* das *GUERRAS*
e ao RESPEITO pelo DIREITO INTERNACIONAL



L'ANGOLA PRÔNE LE DIALOGUE ENTRE LES CIVILISATIONS COMME VOIE VERS LA PAIX MONDIALE

Le Président de la République d'Angola souligne l'urgence de trouver des solutions diplomatiques face aux conflits mondiaux

À Luanda, l'Angola a plaidé en faveur du renforcement du dialogue entre les civilisations, du multilatéralisme et de la coopération internationale, qu'il con-

l'Angola d'accueillir cette rencontre, surtout à un moment marqué par des conflits armés, des crises humanitaires et l'aggravation des tensions géopolitiques dans dif-

tre les états.

Selon le président João Lourenço, la participation de représentants de différents pays témoigne d'un engagement collectif en faveur du dialogue et de la coopération, instruments qu'il a jugés indispensables à la construction d'un avenir plus sûr et plus stable.

Le Sommet doit favoriser des solutions pacifiques aux conflits

Le Président de la République a souligné le rôle de l'Alliance des Civilisations dans le rapprochement entre les peuples, les cultures et les religions, en plaidant pour un engagement renouvelé en faveur du multilatéralisme, de la prévention des conflits et des processus de réconciliation. Il a estimé que, compte tenu du contexte international actuel, le dialogue entre les civilisations constituait une condition essentielle à la promotion de la stabilité mondiale.

Ainsi, l'homme d'État angolais a également mis en garde contre la persistance de pratiques fondées sur la violence, le recours à la force et le non-respect du droit à la vie et de la dignité humaine, en plaidant pour des réponses collectives aux conflits qui continuent d'affecter plusieurs régions du monde.



Président de la République, João Lourenço

sidère comme des instruments essentiels à l'édification de la paix et de la stabilité mondiales.

Dans son discours prononcé lors de l'ouverture du Sommet de l'Alliance des Civilisations des Nations Unies, le Président de la République, João Lourenço, a estimé que c'était un honneur pour

férentes régions du monde.

Le Chef de l'État angolais a souligné que ce Sommet constituait une occasion de renforcer la solidarité internationale, de défendre les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies et de réaffirmer le respect des normes régissant les relations en-

Parmi les foyers d'instabilité mentionnés figurent l'est de la République Démocratique du Congo, le Soudan, la région du Sahel, la Somalie, l'Ukraine, le Myanmar et le Moyen-Orient, notamment la Palestine, le Liban et le Golfe Persique.

L'Angola condamne le terrorisme et les changements politiques contraires à l'ordre constitutionnel

Dans son discours, le Chef de l'État a également plaidé en faveur de la lutte contre le terrorisme et le mercenariat, ainsi que le rejet des changements politiques opérés en marge des normes du droit interne de chaque état et du droit international.

Pour l'Angola, les états doivent

adopter des positions fermes dans la défense des principes fondamentaux qui régissent les relations internationales.

Le Président João Lourenço a par ailleurs souligné la nécessité de rendre le système multilatéral plus représentatif, plus efficace et plus inclusif, afin de répondre aux défis contemporains et aux nouvelles menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales.

L'expérience angolaise démontre l'importance de la paix et de la réconciliation

À cette occasion, le Chef de l'État angolais a mis en avant l'expérience de l'Angola dans le processus de paix et de réconciliation nationale, estimant que la stabilité atteinte a créé les conditions propices au développement et à la reconstruction du pays.

Selon le Président João Lourenço,

la paix a permis de réaliser des investissements dans des secteurs stratégiques, notamment dans les infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires, ainsi que dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, des télécommunications, de l'éducation, de la santé et du logement.

Le Chef de l'État a également mis en avant la transformation d'anciens champs de bataille en zones de production agricole, contribuant ainsi au renforcement de la sécurité alimentaire et à la diversification de l'économie nationale.

L'expérience angolaise, a-t-il souligné, démontre que la paix et la réconciliation constituent des fondements essentiels pour la reconstruction du pays, l'amélioration des conditions de vie des populations et la création de nouvelles opportunités de développement économique et social.



Président de la République, João Lourenço

LE SOMMET DE L'ALLIANCE DES CIVILISATIONS A DONNÉ LIEU À DES APPELS À LA PAIX ET AU MULTILATÉRALISME À LUANDA

Les Chefs d'État et de Gouvernement soulignent le rôle de l'Angola dans la médiation des conflits et défendent le respect du Droit International

Le renforcement du multilatéralisme, le respect du Droit International et le pari sur le dialogue en tant qu'instrument de prévention et de résolution des conflits ont dominé, ce jeudi 16 juillet, la séance d'ouverture du Sommet de l'Alliance des Civilisations des Nations Unies, à Luanda.

Plusieurs Chefs d'État et de Gouvernement ont profité de cette rencontre pour plaider en faveur d'une coopération accrue entre les États face à l'aggravation des tensions géopolitiques et des conflits armés dans différentes régions du monde.

Les dirigeants présents ont égale-

ment souligné le rôle de l'Angola dans la promotion de la paix et de la stabilité en Afrique, ainsi que le leadership du Président João Lourenço dans les initiatives de médiation et de dialogue.

Le président de la République Démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a estimé que l'expérience récente de l'Angola démontrait qu'aucune guerre n'était inévitable lorsqu'il existait une volonté politique et le courage de privilégier le dialogue plutôt que la force des armes.

Pour l'homme d'État Congolais, Luanda est devenue un symbole de dépassement de soi, de réconciliation et de reconstruction na-

tionale, incarnant le parcours d'un peuple qui a réussi à surmonter la guerre, à reconstruire ses institutions et à s'affirmer comme un acteur de la stabilité, de la médiation et de la paix.

Dans le même esprit, le Président du Cap-Vert, José Maria Neves, a plaidé, dans un message vidéo, en faveur d'une nouvelle approche des relations internationales, fondée sur le dialogue, la coopération et le respect du Droit International.

José Maria Neves a mis en garde contre l'aggravation des tensions géopolitiques et des conflits armés, affirmant que la paix ne peut être dissociée de la justice



Sommet de l'Alliance des Civilisations des Nations Unies, à Luanda.



Sommet de l'Alliance des Civilisations des Nations Unies, à Luanda.

sociale, de la dignité humaine et du développement durable.

Le Président cap-verdien a donc appelé à un engagement effectif de la communauté internationale afin que le Sommet de Luanda aboutisse à des résultats concrets en faveur de la paix.

Dans un message vidéo, le Président de la République Portugaise, José Seguro, a également félicité l'Angola pour l'organisation du sommet et a réaffirmé le soutien du Portugal aux efforts internationaux visant à promouvoir la paix et le respect du Droit International.

José Seguro a souligné que le Portugal renforcerait cet engagement en assumant, en janvier, son mandat de membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Le Président portugais a également souligné la reconnaissance internationale dont bénéficie Luanda en tant que lieu privilégié pour les initiatives de dialogue et de médiation. Il a rappelé, dans

ce contexte, le lien historique qui unit le Portugal à l'Alliance des Civilisations des Nations Unies, par l'intermédiaire de l'ancien Président Jorge Sampaio, qui a exercé les fonctions de Haut Représentant de cette organisation.

Le Premier Ministre Namibien, Elijah Ngurare, a réaffirmé l'engagement de son pays en faveur de la paix, du dialogue et du multilatéralisme, en défendant un ordre international fondé sur le respect du Droit International et la coopération entre les États.

Le dirigeant namibien a salué le rôle moteur joué par João Lourenço dans la promotion de la paix en Afrique et a présenté l'expérience angolaise de réconciliation nationale comme un modèle pour le continent.

Elijah Ngurare a également réitéré le soutien de la Namibie au droit des peuples à l'autodétermination et a plaidé en faveur d'une solution à deux États pour la question israélo-palestinienne, de la tenue du référendum au Sahara Occidental et de la levée de l'embargo

américain contre Cuba.

De son côté, le Président du Timor-Leste, José Ramos Horta, a plaidé, dans un message vidéo, en faveur d'une réduction progressive des ressources consacrées à l'armement et de leur réaffectation à des secteurs jugés essentiels au développement humain.

Parmi les domaines cités par l'homme d'État timorais figurent l'éducation, la santé, la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté et l'adaptation au changement climatique.

José Ramos Horta a affirmé que la véritable sécurité des États et des peuples doit reposer sur le développement humain et non uniquement sur la capacité militaire.

Le Sommet de l'Alliance des Civilisations des Nations Unies se tient à Luanda dans le but de promouvoir le dialogue entre les cultures et les religions et de renforcer la coopération internationale en matière de prévention des conflits et de construction de sociétés plus pacifiques et inclusives.

Éducation, Inclusion et Dialogue comme fondements de la stabilité

Le Chef de l'Etat Angolais a défendu l'idée que la stabilité mondiale exige une responsabilité collective et une participation active de tous les secteurs de la société, notamment les Chefs Religieux, les jeunes et les femmes, en tant qu'acteurs clés de l'élaboration de solutions.

Il a également soutenu que la résolution des conflits passe par la lutte contre leurs causes profondes, telles

que la pauvreté, les inégalités et la fragilité institutionnelle, tout en rejetant l'idée que la force militaire puisse apporter des solutions durables.

La cérémonie s'est achevée par la Déclaration Officielle du Sommet de l'Alliance des Civilisations, placé sous le thème : « Un Appel à la Paix, à la fin des Guerres et au Respect du Droit International. »





Ministre Tête António

L'ANGOLA PLAIDE EN FAVEUR D'UNE STRATÉGIE AFRICAINE COMMUNE POUR FAIRE FACE AUX CONSÉQUENCES DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT

Le Ministre Tête António met en garde contre les répercussions de l'instabilité géopolitique sur les économies africaines et propose des réponses coordonnées dans le cadre de l'Union Africaine

Le Ministre des Affaires Étrangères, l'Ambassadeur Tête António, a plaidé, à Lomé, en faveur de l'adoption d'une stratégie continentale commune pour faire face aux conséquences politiques, économiques et sociales provoquées par l'instabilité au Moyen-Orient, estimant que les répercussions du conflit dépassent les frontières de la région et affectent directement le développement des pays africains.

Cette position a été présentée lors de la Conférence Extraordinaire de l'Alliance Politique Africaine (APA), organisée sous

la présidence de la République togolaise, qui a réuni des chefs d'État, des Ministres des Affaires Étrangères et des représentants de plusieurs pays africains afin

d'analyser les répercussions de la crise au Moyen-Orient et de convenir de réponses communes.

L'Angola propose une réponse coordonnée de l'Union Africaine

Dans son intervention, Tête António a félicité le gouvernement togolais, en particulier le

Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'Étranger, le professeur Robert Dussey, pour avoir convoqué cette conférence, qu'il considère comme une occasion de renforcer la concertation politique entre les États africains face aux défis internationaux actuels.

Le Chef de la diplomatie angolaise a souligné que l'aggravation des tensions au Moyen-Orient a des répercussions directes sur le continent africain, affectant les chaînes d'approvisionnement mondiales, la sécurité

énergétique, le commerce international et l'accès aux engrais et autres intrants agricoles essentiels pour garantir la sécurité alimentaire.

Selon le ministre, l'un des principaux objectifs de la conférence consiste à inscrire cette question à l'ordre du jour de l'Union Africaine, notamment lors de la prochaine réunion du Conseil Exécutif, en vue de définir une stratégie continentale capable d'atténuer les effets de la crise sur les économies africaines.

Le conflit aggrave l'inflation et met les économies africaines sous pression

Au cours de la réunion, Tété António a mis en garde contre l'impact de l'instabilité géopolitique sur les marchés internationaux du pétrole, du gaz naturel et des engrais, ainsi que sur les principales routes maritimes du commerce mondial.

Selon lui, ces facteurs ont contribué à la hausse des coûts de transport, de l'inflation et des prix des denrées alimentaires, ainsi qu'à la pression sur les finances publiques des États africains, compromettant la croissance économique et aggravant les difficultés rencontrées par plusieurs pays du continent.

Le Ministre a estimé que les discussions menées à Lomé devaient déboucher sur des solutions concrètes et un plan d'action capable de transformer les défis

actuels en opportunités pour renforcer la résilience économique de l'Afrique.

L'Angola met en avant ses investissements dans l'énergie et l'in

À titre d'exemple de réponse nationale aux défis internationaux, Tété António a mis en avant les investissements réalisés par l'Angola dans le secteur énergétique, notamment la construction des raffineries de Cabinda et de Lobito.

Le Ministre a rappelé que la raffinerie de Cabinda est déjà opérationnelle et reste ouverte à la participation de capitaux et d'investissements provenant d'autres



pays africains.

Il a également défendu l'idée selon laquelle la transformation locale des matières premières constitue une priorité pour accélérer l'industrialisation du continent, accroître la valeur ajoutée des exportations africaines et réduire la dépendance vis-à-vis des importations.

Les corridors logistiques et

l'intégration économique sont des priorités

Le Ministre des Affaires Étrangères a également souligné la nécessité d'accélérer la mise en place de corridors de transport, de logistique et de développement, en mettant l'accent sur le corridor Nord-Sud, ainsi que de consolider la zone de libre-échange continentale africaine et d'étendre les postes-frontières uniques.

Selon lui, ces initiatives sont essentielles pour approfondir l'intégration économique régionale, faciliter le commerce intra-africain et renforcer la compétitivité des économies du continent.

À la fin de son intervention, Tété António a réitéré la position de l'Angola en faveur d'un règlement pacifique des conflits, par le dialogue et le respect des résolutions des Nations Unies, tout en réaffirmant son soutien à la solution à deux États pour le conflit israélo-palestinien.

Le Ministre a également appelé à renforcer l'autosuffisance africaine, affirmant que le continent dispose de ressources naturelles suffisantes pour atteindre la souveraineté alimentaire, à condition de continuer à investir dans la paix, la stabilité, la formation du capital humain, l'agriculture, les infrastructures et l'industrialisation.

Pour l'Angola, la réponse aux répercussions du conflit au Moyen-Orient passe par une meilleure coordination politique entre les pays africains et par des politiques visant à renforcer la capacité de production du continent, à réduire la vulnérabilité face à l'extérieur et à promouvoir un développement économique plus durable.





Ministre Tête António

L'ANGOLA PLAIDE EN FAVEUR D'UNE GESTION RESPONSABLE DES RESSOURCES NATURELLES POUR RENFORCER LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT

Tête António présente trois priorités au Conseil de Sécurité de l'ONU

L'Angola a réaffirmé mercredi son engagement en faveur d'une gouvernance transparente et durable des ressources naturelles, soulignant que leur gestion responsable est déterminante pour promouvoir la paix, la sécurité internationale et le développement durable.

Cette position a été présentée par le Ministre des Affaires Étrangères, Tête António, lors du débat public de haut niveau du Conseil de Sécurité des Nations Unies, consacré au thème « La gouvernance des ressources naturelles : fondement de la paix, de la sécurité et de la prospérité ».

À cette occasion, le chef de la diplomatie angolaise a félicité la République démocratique du Congo pour sa présidence du Conseil de sécurité et a mis en garde contre l'impact de l'exploitation illicite des ressources naturelles, qui continue d'alimenter les conflits armés et de freiner le développement, notamment sur le continent africain.

Trois axes pour renforcer la gouvernance

Au cours de son intervention, Tête António a présenté trois priorités visant à transformer les ressources naturelles en facteurs de stabilité et de prospérité.

La première consiste à renforcer les cadres juridiques, réglementaires et institutionnels qui régissent l'exploitation et le commerce des ressources naturelles, tout en préservant la souveraineté des États et en intensifiant la lutte contre l'exploitation illégale, la corruption et les flux financiers illicites.

La deuxième priorité repose sur l'approfondissement de la coopération internationale, grâce au renforcement du partage d'informations, de la coopération douanière et policière, et de la lutte contre les réseaux criminels transnationaux liés au trafic de ressources naturelles.

La troisième priorité est axée sur l'intégration de la gouvernance des ressources naturelles dans les stratégies de prévention des conflits et de consolidation de la paix, compte tenu du fait que, dans plusieurs régions d'Afrique, l'exploitation illégale continue de financer des groupes armés et de perpétuer des cycles de violence.

L'Angola met en avant le corridor de Lobito

Le ministre a également plaidé

en faveur du renforcement des mécanismes internationaux de certification et de traçabilité, tels que le processus de Kimberley, ainsi que de l'utilisation des nouvelles technologies pour accroître la transparence et la responsabilité dans le secteur extractif.

Tête António a également exprimé le soutien de l'Angola à la proposition de la République Démocratique du Congo visant à créer un Groupe des amis pour la gouvernance des ressour-

es naturelles, une initiative qu'il juge importante pour renforcer la coopération internationale.

À la fin de son intervention, il a réaffirmé que les ressources naturelles devaient être des moteurs du développement durable et non des facteurs d'instabilité. À titre d'exemple de cette stratégie, il a mis en avant le Corridor de Lobito, un projet qui favorise l'intégration régionale, encourage la transformation locale des minerais critiques et renforce la





MUSÉE RÉGIONAL DU ROYAUME DU CONGO : PRÉSERVER LA MÉMOIRE, VALORISER L'HISTOIRE

Le patrimoine conserve des témoignages de la vie quotidienne et du pouvoir royal

Installé dans l'ancien palais royal, construit en 1901, le Musée régional du Royaume du Congo abrite une collection précieuse qui retrace l'histoire, la culture et l'organisation sociale de l'un des plus importants royaumes d'Afrique centrale.

À l'entrée de l'établissement, on remarque les portraits de plusieurs personnalités de la famille royale du Royaume du Congo, parmi lesquelles Henri, fils du roi du Congo, reconnu comme le premier évêque noir africain, consacré en 1520.

Les collections du musée comprennent des pièces illustrant divers aspects de la vie socio-économique de l'ancien royaume du Congo, notamment des objets liés à la chasse et à la pêche, des monnaies utilisées dans les échanges commerciaux, parmi lesquelles les « zimbos », de petits coquillages qui servaient de moyen de paiement, des objets d'usage personnel, des symboles de l'autorité royale, des vêtements traditionnels, des instruments de musique et des ustensiles utilisés lors de cérémonies rituelles et

dans la pratique de la médecine traditionnelle.

Chaque pièce témoigne de la richesse historique et culturelle du royaume du Congo, permettant aux visiteurs de mieux comprendre l'organisation politique, économique et spirituelle de cette civilisation. On y souligne notamment l'arrivée du navigateur portugais Diogo Cão sur les côtes angolaises en 1482, qui marque l'un des premiers contacts entre le royaume du Congo et les Européens.



The background image is a photograph of a cave interior. A large, dark, textured rock ceiling dominates the upper half of the frame. In the center, a waterfall cascades down a rocky wall. To the left, a large tree trunk is visible, and bright light from an opening in the cave illuminates the scene. On the right, a person is standing near the edge of the cave, looking out. The overall atmosphere is mysterious and natural.

Grottes de Nzenzo en Angola : Guide de la merveille naturelle de l'Uíge

Les grottes de Nzenzo, dans la province de l'Uíge, figurent parmi les « 7 merveilles naturelles de l'Angola » et se distinguent par leur beauté intacte et mystique au cœur de la forêt tropicale. L'accès depuis Luanda nécessite un véhicule 4x4 robuste pour emprunter les pistes en terre battue menant au village de Bombo. Pour pénétrer dans ces grottes, considérées comme sacrées par les populations locales, il est impératif d'obtenir l'autorisation des *Sobas* (autorités traditionnelles) à l'issue d'un rituel. La meilleure période pour s'y rendre s'étend de mai à septembre, durant la saison sèche (*Cacimbo*), afin d'éviter les pluies qui isolent la région. Pour l'hébergement, la ville d'Uíge propose des hôtels confortables.



**AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE D'ANGOLA AU ROYAUME
DE BELGIQUE, AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
ET AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE**

Avenue Montjoie 165 - 1180 Bruxelles, Belgique
Email : embaixada.belgica@mirex.gov.ao, angola.embassy.belgium@skynet.be
Tel: +32 2 346 1872 / 346 1880, Fax: +32 2 344 0894



mirex.gov.ao
Ministério das Relações Exteriores